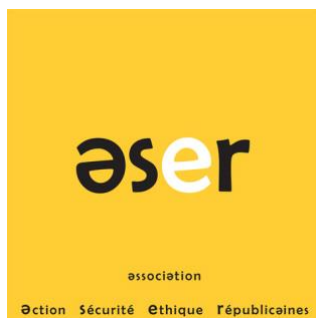




Action Sécurité Éthique Républicaines

Quatrième Intervention – Conférence des États parties au traité sur le commerce des armes

Genève le 27 août 2027

Objet de l'intervention : Transparence et établissement de rapports

Monsieur le Président.

Mesdames et messieurs les délégué·e·s,

Monsieur le Président, Action Sécurité Éthique Républicaines remercie le groupe de travail sur la transparence et l'établissement de rapports pour leur grande implication dans ce processus et félicite le secrétariat pour sa présentation.

Monsieur le Président après 11 années de conférences des États parties au TCA et le constat général d'une déficiente continue dans la production des rapports – que les États ont pourtant l'obligation de produire – au moins deux questions se posent.

Faut-il revoir les moyens d'assistance pour les pays ayant peu de pratique et de ressources dans la production de rapports annuels ?

Y a-t-il une véritable volonté politique de gouvernement comme celui la France – membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, de l'arrangement de Wassenaar, 2^{ème} ou 3^{ème} plus gros exportateurs d'armes de la planète – de respecter les obligations de produire les rapports en temps et en heure.

ASER réitère ici sa proposition d'assistance auprès du gouvernement français pour qu'enfin les parlementaires et la société civile puisse recevoir le rapport avant le mois de mai et lui permettre ainsi de l'envoyer au secrétariat du TCA au moment exigé.

Enfin nous espérons également voir les gouvernements dont le Brésil et la Chine, grands exportateurs d'ALPC, de permettre un accès public à leurs rapports.

En effet quel meilleur moyen pour les États de prouver leur bonne foi dans l'application du TCA que d'être transparent sur leurs transferts.

Monsieur le Président notre monde se meurt de la défiance, non pas des peuples envers les autres peuples, mais des gouvernements entre eux.

C'est en cela que la transparence peut accroître la confiance entre les États, outil essentiel à la construction de la paix, de la sécurité et du respect des droits de la personne comme inscrit dans le préambule.

Merci Monsieur le Président